



**BUREAU
VERITAS**

BUREAU VERITAS - Agence Métropole NPC Picardie
Service Patrimoine Somme / Oise
Square Henri Laborit
Bâtiment N°4
60471 COMPIEGNE Cedex
Tél. : +33 (0)3 44 20 02 85
Fax : +33 (0)3 44 23 30 20
e-Mail : alexandre.kreitz@fr.bureauveritas.com

SDIS DE LA SOMME
7 allée du Bicêtre
BP 2606
80026 AMIENS Cedex 1

Tél. : +33 (0)3 22 97 18 18
Fax : +33 (0)3 22 97 18 80
e-Mail : clement.fuentes@sdis80.fr

Réf. client :
Date de la commande : 06/09/2013
Rapport N°: 6075532/1/1/1
Rapport établi le 25/09/2013

A l'attention de **Monsieur Clément
FUENTES**
Copie à :



Cf. conclusions au § 1

RAPPORT de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Suivant la norme NF X46-020

Lieu d'intervention : Logements CSP Amiens-Catelas		Propriétaire
Adresse : 6 rue des Corroyers 80000 AMIENS		SDIS DE LA SOMME 7 allée du Bicêtre BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1
Date du constat : 25/09/2013 au	Donneur d'ordre	
En présence de : des occupants des logements. Seules les canalisations EU-EV des WC des appartements de fonction N°32, 34, 36 et 38, situés respectivement au 1er, 2ème, 3ème et 4ème étage, du 6 rue des Corroyers, à AMIENS (80), sont concernées par le présent repérage.	SDIS DE LA SOMME 7 allée du Bicêtre BP 2606 80026 AMIENS Cedex 1	

Chargé d'Affaire **Alexandre KREITZ**

Signature

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par BUREAU VERITAS CERTIFICATION - 41 chemin des Peupliers - BP 58 - 69573 DARDILLY Cedex
Certificat n° 2536480 délivré le 30/11/2012 et valable jusqu'au 29/11/2017

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : HISCOX (Ref. contrat : HA RCP0084283).
Date de fin de validité : 31/12/2013

Laboratoire d'analyse des échantillons : Eurofins Ascal Bâtiment Nord
557, route de Noyelles P.A. du Pommier
62110 HENIN-BEAUMONT
N° d'accréditation COFRAC pour les analyses : 1-159 3



Sommaire

1. Conclusions	3
1.1. Conclusion Générale	3
1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante	4
1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante	5
1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires	6
1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies	7
2. Objet de la mission	8
3. Textes de référence	8
4. Méthodologie du diagnostic	8
5. Conditions de la réalisation du repérage	10
5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage	10
5.2. Programme de travaux	10
5.3. Récolement des données	11
5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite	11
5.3.2. Conclusion de ces documents	12
5.4. Ecart par rapport à la norme	12
5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés	12
Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités	14
Annexe 2. : composants de la construction identifiés	15
Annexe 3. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations	16
Annexe 4. : attestation(s) et certificat(s)	18
Annexe 5. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons	22
Annexe 6. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)	23

1. Conclusions

1.1. Conclusion Générale



Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante (se reporter au paragraphe 1.2 : matériaux et produits repérés contenant de l'amiante)

1.2. Matériaux et produits repérés contenant de l'amiante



Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Présence amiante	Critère	Observation	Réf. photo
----> <i>P (prélèvement): matériau ayant fait l'objet d'une analyse par prélèvement, S: (sondage): matériau associé à un prélèvement; IV (inspection visuelle): autre</i>						
Conduits en fibres-ciment (Raccords au niveaux de la traversée de plancher, en amiante-ciment)	IV 1	6 rue des Corroyers - R+4 - Apt. 38 - WC - Conduit de fluide	OUI	Jugement personnel	Présence d'un encoffrement. Conduit ressortant en toiture.	Photo n° 1
Conduits en fibres-ciment (Raccords au niveaux de la traversée de plancher, en amiante-ciment)	IV 2	6 rue des Corroyers - R+3 - Apt. 36 - WC - Conduit de fluide	OUI	Jugement personnel	Présence d'un encoffrement.	Photo n° 2
Conduits en fibres-ciment (Raccords au niveaux de la traversée de plancher, en amiante-ciment)	IV 3	6 rue des Corroyers - R+2 - Apt. 34 - WC - Conduit de fluide	OUI	Jugement personnel	Présence d'un encoffrement.	Photo n° 3
Conduits en fibres-ciment (Raccords au niveaux de la traversée de plancher, en amiante-ciment)	IV 4	6 rue des Corroyers - R+1 - Apt. 32 - WC - Conduit de fluide	OUI	Jugement personnel	Présence d'un encoffrement.	Photo n° 4
Conduits en fibres-ciment (Raccords au niveaux de la traversée de plancher, en amiante-ciment)	IV 5	6 rue des Corroyers - RDC - Remise (coté caserne Catelas) - Conduit de fluide	OUI	Jugement personnel		Photo n° 5

RAPPEL :

En cas de présence avérée d'amiante, les démarches réglementaires prévues dans le code du travail et le code de la santé publique doivent être engagées.



1.3. Matériaux et produits repérés ne contenant pas d'amiante

SANS OBJET



1.4. Zones et Locaux Non Visités nécessitant des investigations complémentaires

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission éventuelle à ce titre et de confier à Bureau Veritas, le cas échéant, une mission complémentaire de repérage dans les locaux et zones omis.

« Pas de local non visité identifié »



1.5. Matériaux ou composants nécessitant des investigations approfondies

Sans Objet

2. Objet de la mission

Etablir le repérage avant travaux en regard la liste figurant dans la norme NFX-46-020

Ce repérage a pour objectif d'identifier les matériaux et produits susceptibles de libérer des fibres d'amiante à l'occasion des travaux prévus par le donneur d'ordre.

Dans le cadre de ce diagnostic, seuls les composants de la construction affectés par les travaux font l'objet du présent repérage.

3. Textes de référence

Code du Travail - Section 3, Sous section 2 Art. R. 4412-97, selon le décret n°2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.

Norme NFX 46-020 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis.

4. Méthodologie du diagnostic

La mission de diagnostic est réalisée par un ou des opérateurs de repérage titulaire(s) de la certification de personne dans le domaine de l'amiante.

Alexandre KREITZ est certifié dans le domaine de l'amiante depuis le 30/11/2012 par **BUREAU VERITAS CERTIFICATION** - 41 chemin des Peupliers - BP 58 - 69573 DARDILLY Cedex, organisme certificateur dans le domaine de l'amiante, accrédité par le COFRAC.

Certificat N°2536480

Date limite de validité de la certification : 29/11/2017

Plan d'intervention

La bonne accessibilité aux différentes parties de l'immeuble bâti est une condition importante et nécessaire à la qualité du repérage.

La visite de tous les locaux et installations inscrits dans le périmètre de repérage est nécessaire ;

A cette fin, l'opérateur de repérage examine de façon exhaustive toutes les parties d'ouvrages qui composent les différentes parties de l'immeuble bâti et réalise ou fait réaliser pour cela les démontages et investigations approfondies destructives nécessaires. Il définit les zones présentant des similitudes d'ouvrage

Le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante comprend au minimum une inspection visuelle des composants de la construction afin de rechercher et d'identifier les différents matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Cette inspection peut être suivie :

- d'investigations approfondies ou d'investigations complémentaires ;
- de sondages ;



- De prélèvements pour déterminer par analyse, la présence effective d'amiante dans les matériaux et produits préalablement identifiés comme étant susceptibles de contenir de l'amiante.

À chacune de ces étapes, les matériaux et produits sont enregistrés, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés le cas échéant.

Dans le cas où des locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction restent inaccessibles, les réserves correspondantes ainsi que les investigations complémentaires ou les investigations approfondies nécessaires sont listées dans le présent rapport

En fonction des informations et des moyens dont il dispose (documents, matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante, marquage sur les matériaux), de son jugement personnel et de sa connaissance des matériaux et produits, l'opérateur de repérage peut conclure à la présence ou à l'absence d'amiante. En cas de doute sur la présence d'amiante (absence d'informations documentaires, produits non identifiés), il effectue un (ou des) prélèvement(s) pour analyses sur les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante pour conclure.

Phase de prélèvements :

L'opérateur de repérage définit sous sa seule responsabilité en fonction de sa stratégie d'échantillonnage, parmi les matériaux ou produits repérés, ceux qui doivent donner lieu à un ou plusieurs prélèvements ; Ce nombre de prélèvements représentatif des surfaces considérées est conforme aux prescriptions de l'Annexe A de la norme NF X 46-020.

Les prélèvements sont réalisés par l'opérateur de repérage avec les moyens de protection collective et individuelle mis en œuvre dans le respect des prescriptions réglementaires en vigueur et avec un matériel de prélèvement adapté à l'opération dans des conditions conduisant à une pollution des lieux la plus réduite possible.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés et le conditionnement individuel et sous double emballage étanche à l'air est réalisé sur site.

Ces prélèvements sont transmis pour analyse, à un laboratoire accrédité avec une fiche d'accompagnement reprenant l'identification du prélèvement.

A réception des résultats d'analyse, l'opérateur de repérage veille à la cohérence des résultats.

Le résultat de cette analyse permet d'identifier parmi les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante ceux qui en contiennent effectivement.

Phase d'analyse d'échantillons :

Les analyses des échantillons de ces matériaux et produits sont réalisées par un organisme accrédité.

Avertissement :

- La recherche des MPCA est réalisée par sondages visuels et par sondages destructifs d'éléments et/ou de composants (avec prélèvements d'échantillons), selon une méthode d'échantillonnage respectant en cela les prescriptions de la norme NFX 46-020 et de l'arrêté du 26 juin 2013. Elle ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment. Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : détermination de zones homogènes, fréquence de sondage telles que définies par cette norme à l'intérieur des zones homogènes, ... Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors des opérations de démolition ou réhabilitation.

- La mission porte exclusivement sur les bâtiments et locaux dont la liste est détaillée en annexe 1.

- Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définis dans le présent rapport et/ou de natures différentes que celles définies également dans le présent rapport devront faire l'objet d'un nouveau repérage des MPCA avant travaux.

- Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites définies par le programme de travaux et les locaux concernés décrits dans le présent rapport.

L'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention BUREAU VERITAS ne prend pas en compte dans le présent repérage, cet effet de pollution éventuelle.

5. Conditions de la réalisation du repérage

Seules les canalisations EU-EV des WC des appartements de fonction N°32, 34, 36 et 38, situés respectivement au 1er, 2ème, 3ème et 4ème étage, du 6 rue des Corroyers, à AMIENS (80), sont concernées par le présent repérage.



La visite a été effectuée le **25/09/2013** accompagné de : **des occupants des logements..**

5.1. Informations relatives aux conditions spécifiques du repérage

Conditions d'accès à l'ensemble des locaux, volumes, matériaux à repérer

L'annexe 1 précise les locaux visités

Présence d'une société qualifiée pour effectuer les sondages et/ou démontages : **NON**

Présence de la société de maintenance des ascenseurs : **SANS OBJET**

Présence de la société de maintenance des installations de chauffage : **SANS OBJET**

Présence d'une personne habilitée à ouvrir les locaux TGBT : **SANS OBJET**

5.2. Programme de travaux

Programme de travaux:

Remplacement de la canalisation EU-EV traversant les WC des appartements de fonction N°32, 34, 36 et 38, situés respectivement au 1^{er}, 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} étage, du 6 rue des Corroyers, à AMIENS (80), et ressortant dans la remise au RdC de la Caserne.

Composants concernés par le programme de travaux :

			Concernés : OUI / NON
Toiture et étanchéité	1-1	Plaque ondulée	NON
	1-2	Ardoise	NON
	1-3	Elément ponctuel de toiture	NON
	1-4	Revêtement bitumineux d'étanchéité	NON
	1-5	Accessoire de toiture	NON
Façade	2-1	Panneau sandwich	NON
	2-2	Bardage	NON
	2-3	Appui de fenêtre	NON
Paroi verticale intérieure et enduit	3-1	Mur et cloison	NON
	3-2	Poteau	NON
	3-3	Cloison légère ou préfabriquée	NON
	3-4	Gaine ou coffre vertical	OUI
	3-5	Porte coupe-feu ou pare-flamme	NON
Plafond et faux-plafond	4-1	Plafond	NON
	4-2	Poutre et charpente	NON
	4-3	Interface entre structures	NON
	4-4	Gaine ou coffre horizontal	NON
	4-5	Faux-plafond	NON
Revêtement de sol et de mur	5-1	Revêtement de sol	NON
	5-2	Revêtement de mur	NON
Conduit, canalisation et équipement	6-1	Conduit de fluide	OUI
	6-2	Conduit de vapeur, fumée, échappement	NON
	6-3	Clapet / volet coupe-feu	NON
	6-4	Vide ordure	NON
Ascenseur et monte-charge	7-1	Porte palière ascenseur ou monte-charge	NON
	7-2	Trémie, machinerie ascenseur ou monte-charge	NON
Equipement divers	8-1	Chaudière, tuyauterie, étuve, groupe électrogène, convecteur et radiateur, aérotherme	NON
Installation industrielle	9-1	Four, étuve, tuyauterie	NON
Voies et réseaux divers	10-1	Conduit VRD	NON
	10-2	Revêtement routier	NON

5.3. Récolement des données

5.3.1. Documents fournis par le client, disponibles le jour de la visite

Plans et ou documents concernant la construction fournis : **Non**



Anciens rapports de repérage : **Non**

Date du permis de construire : **Non transmis**

Année de construction : **Non transmis**

date de réhabilitation ou description des modifications : **Non transmis**

destination des locaux : **Habitation (partie privative d'immeuble collectif)**

Nota : Les documents transmis par le client et nécessaires à l'exécution de la mission sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires relatifs à l'amiante.

5.3.2. Conclusion de ces documents

Absence de document, paragraphe sans objet.

Les résultats antérieurs en matière de recherche d'amiante, communiqués à Bureau Veritas dans le cadre de la présente mission, sont réputés satisfaire aux exigences imposées par les textes en matière de diagnostics et constats.

5.4. Ecart par rapport à la norme

L'opérateur de repérage n'a pas pu réaliser sa mission dans de bonnes conditions car le donneur d'ordre ne lui a pas transmis les documents ou informations suivants:

- *plans et/ou documents concernant la construction*
- *documents relatifs aux produits, matériaux et protections physiques*
- *Dossier technique amiante*
- *anciens rapports de repérage*
- *date du permis de construire*
- *année de construction*
- *année de réhabilitation ou description des modifications*

5.5. Démarches réglementaires en présence de matériaux amiantés

Dans le cadre de la présente mission, **le repérage ne porte que sur les parties rendues accessibles lors de la visite. Cette mission n'est pas une reconnaissance préalable à des travaux de déconstruction, de réhabilitation ou d'extension.**

Il conviendra donc, en cas de travaux, de s'assurer, **par la réalisation d'un diagnostic complémentaire**, de l'absence de ces matériaux dans les parties non accessibles, comme par exemple dans les encoffrements (recherche de présence de produits suspects tel que gaines et conduites en amiante ciment etc...) ou les sous-faces de revêtement de sol, (recherche de présence de produits suspects tels que dalles de sol amiantées etc...).

En cas de présence d'amiante avérée, il est important de se reporter aux informations données ci-après qui précisent les recommandations d'ordre général avec les mesures réglementaires à mettre en œuvre.

Le résultat du repérage doit d'une part être tenu par les propriétaires, à la disposition des occupants des immeubles, des services de l'Etat concernés et des chefs d'établissements, des représentants du personnel et de l'inspection du travail si l'immeuble comporte des locaux de travail, et d'autre part être transmis aux personnes qui entreprennent ou réalisent les travaux en application du code du travail.

En cas de présence de matériaux de type faux plafond, flocage, calorifugeage, une grille d'évaluation est réalisée conformément à la réglementation; si la note obtenue est de 1, il convient d'effectuer un contrôle



périodique de l'état de dégradation du matériau dans un délai de 3 ans ; si la note est de 2, il convient d'effectuer des mesures d'empoussièrement afin de déterminer la concentration en fibre d'amiante dans l'air ambiant ; si à l'issue de ces mesures la concentration est $<$ ou $=$ 5 fibres par litre d'air, une nouvelle évaluation de l'état de dégradation doit être effectuée dans un délai de 3 ans, si la note est de 3 ou si les mesures d'empoussièrement révèlent une concentration supérieure à 5 fibres par litre d'air, des travaux de retrait ou de confinement doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Mais il est impératif que des mesures appropriées soient mises en œuvre sans délai afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 f/l. Ces mesures peuvent être de diverses natures comme par exemple :

- Nettoyage régulier et rigoureux des locaux concernés (nettoyage humide, aspirateur à filtre absolu) ;
- Pose de bâches, de films destinés à isoler les matériaux ;
- Limitation des interventions de maintenance dans les locaux ;
- Limitation d'accès aux locaux concernés.

Préalablement aux travaux de démolition, même partiels, des travaux de retrait des matériaux amiantés sont obligatoires (sauf lorsqu'ils apportent un plus grand risque pour les travailleurs que si l'amiante ou les matériaux en contenant étaient laissés en place).

L'entreprise de travaux doit rédiger un plan de retrait amiante indiquant notamment son mode opératoire, l'aptitude médicale du personnel, la justification de la formation du personnel au retrait de l'amiante. etc. Les travaux ne pourront débuter qu'un mois après la date de réception du plan de retrait par l'Inspection du Travail, la CRAM, l'OPPBTP et la médecine du travail.

Les travailleurs intervenants doivent être titulaires d'une attestation de compétence délivrée par un organisme de formation certifié.

Pour réaliser le retrait de matériaux l'entreprise doit avoir obtenu un certificat de qualification auprès d'un organisme certificateur accrédité.

Tout travailleur dont l'activité professionnelle ne consiste pas à confiner ou retirer de l'amiante, mais dont l'intervention est susceptible de libérer des fibres d'amiante et par voie de conséquence de l'y exposer, entre dans le champ d'application de la sous-section 4 défini à l'article R. 4412-94 tiret 2 du Code du travail et doit bénéficier des mesures de prévention définies aux articles R. 4412-97 à R. 4412-124 et R. 4412-144 à R. 4412-148 du code du travail.

Les travailleurs concernés bénéficient, préalablement à toute activité ou intervention en présence d'amiante, d'une formation à la prévention des risques liés à l'amiante suivant les dispositions de l'Arrêté du 23 février 2012.

Annexe 1. : liste des locaux ou zones visités

La présente liste présente les locaux et /ou zones ayant été inspectés par l'opérateur dans le cadre de la mission confiée à Bureau Veritas.

Il appartient au donneur d'ordre ou à son représentant, seule personne à même d'avoir une parfaite connaissance des lieux, de signifier à Bureau Veritas toute omission, erreur ou incohérence éventuelle dans l'identification des locaux et zones figurant à un titre ou à un autre dans le présent rapport.

BATIMENT	NIVEAU	ZONES OU LOCAUX VISITES	CIRCONSTANCES DE LA VISITE
6 rue des Corroyers	RDC	Remise (coté caserne Catelas)	Locaux occupés avec présence de meubles et de matériel.
6 rue des Corroyers	R+1	Apt. 32 - WC	Logement vide
6 rue des Corroyers	R+2	Apt. 34 - WC	Locaux occupés avec présence de meubles et de matériel.
6 rue des Corroyers	R+3	Apt. 36 - WC	Locaux occupés avec présence de meubles et de matériel.
6 rue des Corroyers	R+4	Apt. 38 - WC	Locaux occupés avec présence de meubles et de matériel.

Annexe 2. : composants de la construction identifiés

En conclusion du rapport, figure la liste des matériaux déclarés amiantés ou non par l'opérateur.
Le tableau ci-dessous indique les autres composants identifiés lors de sa visite

Matériau	Localisation	Observation	Ref photo
Panneau-Encoffrement de la gaine en plaques de plâtre et/ou en panneaux de particules bois	6 rue des Corroyers - R+4 - Apt. 38 - WC - Gaine ou coffre vertical		
Panneau-Encoffrement de la gaine en plaques de plâtre et/ou en panneaux de particules bois	6 rue des Corroyers - R+3 - Apt. 36 - WC - Gaine ou coffre vertical		
Panneau-Encoffrement de la gaine en plaques de plâtre et/ou en panneaux de particules bois	6 rue des Corroyers - R+2 - Apt. 34 - WC - Gaine ou coffre vertical		
Panneau-Encoffrement de la gaine en plaques de plâtre et/ou en panneaux de particules bois	6 rue des Corroyers - R+1 - Apt. 32 - WC - Gaine ou coffre vertical		



Annexe 3. : repérage des matériaux, matériaux, prélèvements et investigations

Les documents, fournis dans cette annexe sont la traduction visuelle des constats effectués en tête de rapport.

ANNEXE

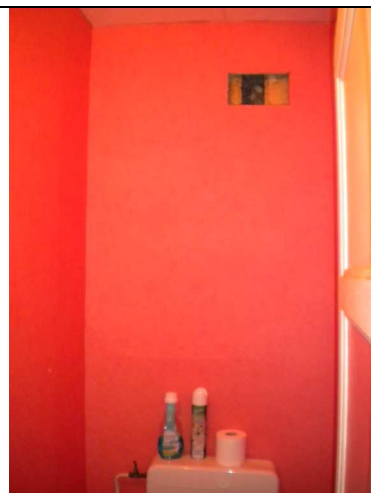
REPERAGE DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE LOCALISATION DES PRELEVEMENTS & DES INVESTIGATIONS APPROFONDIES

(DOSSIERS PLANS ET PHOTOS)

[cette annexe comporte 1 + 1 page(s)]



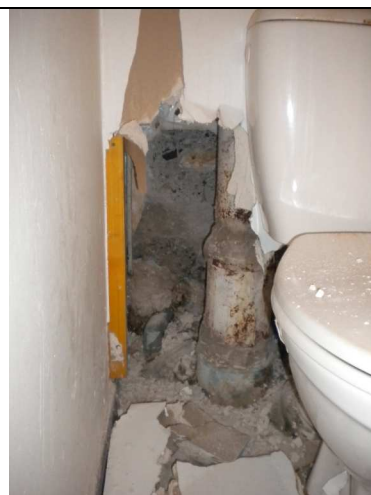
IV 1: 6 rue des Corroyers - R+4 - Apt. 38 - WC - Conduits en fibres-ciment - Photo n°1



IV 2: 6 rue des Corroyers - R+3 - Apt. 36 - WC - Conduits en fibres-ciment - Photo n°2



IV 3: 6 rue des Corroyers - R+2 - Apt. 34 - WC - Conduits en fibres-ciment - Photo n°3



IV 4: 6 rue des Corroyers - R+1 - Apt. 32 - WC - Conduits en fibres-ciment - Photo n°4



IV 5: 6 rue des Corroyers - RDC - Remise (coté caserne Catelas) - Conduits en fibres-ciment - Photo n°5






Annexe 4. : attestation(s) et certificat(s)

ANNEXE

ATTESTATION(S) ET CERTIFICAT(S)

[cette annexe comporte 1 + 3 page(s)]

Attestation d'assurance :

 LE PRENEUR D'ASSURANCE	 ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE CONTRAT : HA RCP0084283	TABLEAU DES GARANTIES Diagnostiqueurs immobilier HA RCP0084283
<div style="display: flex; justify-content: space-between;"><div>RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE et/ou RESPONSABILITE CIVILE APRES LIVRAISON (Les garanties s'appliquent par sinistre et par année d'assurance.)</div><div>Montant des garanties Dont :<ul style="list-style-type: none">- Tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non</div></div>		
Assuré : BUREAU VERITAS	Assurances Professionnelles by Hiscox Diagnostiqueurs immobilier	1 000 000,00 Euros 1 000 000,00 Euros
LES CONDITIONS DE GARANTIE		
Catégorie : Assurances Professionnelles by Hiscox Diagnostiqueurs immobilier		
ACTIVITES DE L'ASSURE		
Diagnostics « Amiante » : Diagnostic réglementaire avant travaux Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante Repérage amiante (intégration au DTA) Repérage amiante avant/après travaux ou démolition Réalisation ou mise à jour du dossier amiante Examen visuel après travaux de désamiantage Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension Analyse d'échantillons prélevés par l'assuré Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments Diagnostic amiante réglementaire de transaction Diagnostic amiante sur équipements industriels Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) : Concernant cette dernière mission, il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la missions porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiants.		
Ainsi que toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil aux clients découlant des missions de diagnostics ci-dessus et, ce, y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.		
PERIODE DE VALIDITE		
La présente attestation est valable pour la période du 01 Janvier 2013 au 31 Décembre 2013.		
Les garanties sont acquises selon les Conditions Particulières (établies sur la base du questionnaire préalable d'assurance), des Conditions Générales N° RC1006 et du(des) module(s) n° DIA0607 "Assurances Professionnelles by Hiscox - Diagnostiqueurs immobilier".		
Fait à Paris, le 09/01/2013 Pour les Assureurs 		09/01/2013 09:51 RCP0084283
Adresse postale : 12, quai des Quevries 33100 Bordeaux – Tél : 0810 50 20 10 Hiscox Europe Underwriting Limited - Hiscox France, 19, rue Louis le Grand - 75002 Paris Siège social : 1, Great St. Helen's, Londres, EC3A 6HX, Royaume-Uni - Capital social 3 950 303,89 € Numéro d'enregistrement en Angleterre : 6712051 - R.C.S Paris 524 737 681 N° TVA Intracommunautaire FR55524737681 - N° FSA 490964 - www.orias.fr		

Attestation sur l'honneur :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je, soussigné **Alexandre KREITZ**, atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L 271-6 du Code de la Construction et de l'Habitation.

J'atteste également disposer des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des constats et diagnostics composant le dossier.

Conformément à l'exigence de l'article R 271-3 du même code, j'atteste n'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance, ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à moi, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir le présent diagnostic.

En complément à cette attestation sur l'honneur, je joins mes états de compétences validés par la certification, ainsi que mon attestation d'assurance.

Alexandre KREITZ



Certificat(s) :



BUREAU VERITAS
Certification


Certificat
Attribué à

Monsieur Alexandre KREITZ

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.


DOMAINES TECHNIQUES			
	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Amiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	30/11/2012	29/11/2017


La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diaq



Date : 22/01/2013
Numéro de certificat : 2536480

Etienne CASAL
Directeur Général

PC 



BUREAU EN CHARGE : Bureau Veritas Certification France – 60, avenue du Général de Gaulle – 92045 Paris La Défense

BUREAU EMETTEUR : Bureau Veritas Certification France – 41, chemin des Peupliers – BP 50 – 95673 Dancilly Cedex



Annexe 5. : procès-verbal du laboratoire d'analyse d'échantillons

ANNEXE

PROCES-VERBAL DU LABORATOIRE D'ANALYSE D'ECHANTILLONS

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

ABSENCE DE PRELEVEMENT – ANNEXE SANS OBJET

Annexe 6. : copie(s) de(s) rapport(s) antérieur(s)

ANNEXE

COPIE(S) DE(S) RAPPORT(S) ANTERIEUR(S)

[cette annexe comporte 1 + 0 page(s)]

*ABSENCE DE RAPPORT ANTERIEUR FOURNI PAR LE CLIENT
ANNEXE SANS OBJET*